

«Je savais que j'allais être identifié» : l'ex-policier qui s'est exprimé au nom de la Brav-M chez Hanouna s'explique

Par Elisabeth Pierson

Publié il y a 12 heures ,

Mis à jour il y a 11 heures

Cédric Vladimir, ancien policier révoqué en décembre dernier, est apparu encagoulé sur le plateau de Cyril Hanouna vendredi soir pour défendre la brigade d'intervention. Une enquête a été ouverte par la préfecture de police.

«*Je suis étonné du bad buzz*». Cédric Vladimir, 37 ans, ancien policier révoqué, est l'homme cagoulé qui a parlé vendredi soir au nom de la Brav-M dans l'émission Touche pas à mon poste de Cyril Hanouna. Sur le plateau de C8, quatre hommes protégeant leur identité ont voulu défendre les actions de la force d'intervention rapide, sous le feu des critiques suite aux récentes manifestations. L'ex-agent a communiqué lui-même sur Facebook et Instagram : «*J'ai eu l'honneur d'accompagner (...) mes camarades de la Brav-M qui m'ont fait l'honneur de me charger d'aller transmettre leurs témoignages devant les médias et ici notamment sur le plateau de TPMP*», a-t-il posté vendredi soir, encore encagoulé, depuis son compte privé.

Contacté par *Le Figaro*, l'ancien policier soutient ne pas avoir voulu tromper les téléspectateurs. «*J'avais anticipé le fait que j'allais être identifié. J'ai porté la parole de mes collègues et je ne m'en suis pas caché, j'ai communiqué, c'est officiel*», se défend l'ex-membre de la CSI 93.

Sur Twitter vendredi soir, le syndicat des Commissaires de la Police nationale avait réagi en déclarant que ces hommes n'étaient «*pas/plus des policiers*», accusant Cyril Hanouna de n'avoir «*pas procédé aux vérifications nécessaires*» en donnant la parole à des «*guignols usurpateurs*». Le préfet de police Laurent Nunez a annoncé dans la foulée l'ouverture d'une enquête administrative.

«*Ma première phrase a été une mise au point pour préciser qu'on n'est pas tous des policiers de la Brav-M, mais tous très expérimentés*», s'est justifié Cédric Vladimir. En début d'émission, l'ex-policier avait en effet introduit ses propos en précisant que les quatre agents présents ne faisaient pas tous partie de la fameuse brigade, mais aussi «*d'autres d'unités spécialisées chargées du maintien de l'ordre*». «*Par discrétion on ne vous dira pas lesquelles (...) mais on connaît tous très très bien le terrain*», avait-il assuré.

«Certains» seulement de la Brav-M

«*Les personnes qui étaient avec moi, c'étaient bien des policiers, certains de la Brav-M, d'autres d'unités spécialisées*». «*TPMP était au courant*», nous indique-t-il encore, expliquant être depuis quelque temps en contact avec la chaîne C8 «*avec qui je travaille régulièrement*». Dans le cadre de la polémique sur les écarts de la Brav-M, plusieurs journalistes l'auraient approché, «*mais j'ai préféré TPMP*», explique-t-il encore. La production, de son côté, a affirmé samedi matin avoir «*la preuve qu'il s'agit bien de quatre policiers, dont deux de la Brav-M*».

Si Cédric Vladimir a pris la parole au nom de ses camarades, c'est en raison de son expérience médiatique, les autres étant «*de moins bons orateurs sur les plateaux*», explique-t-il. Bien qu'il ne soit plus membre de la police, il continue ainsi de «*parler toujours au présent, car on porte la parole de nos collègues qui travaillent chaque jour*».

Pourquoi avoir revêtu une cagoule tout en communiquant depuis son propre compte Instagram ? «*C'était pour protéger mon visage. Moi, mes réseaux sont petits*», argue l'ex-agent, qui affiche quelque 2400 abonnés sur le réseau social. «*Mais je suis déjà sous le coup de centaines de menaces de mort, et là, c'était en plus pour parler des black blocs*», souligne-t-il, évoquant un risque supplémentaires pour lui et les autres témoins.

«Un buzz qui va durer deux jours»

La voix volontairement déformée à travers le micro, Cédric Vladimir a expliqué notamment sur C8 que les policiers de la Brav-M n'avaient «*ni à manger, ni à boire*» et «*pas accès aux toilettes*» parfois pendant toute une journée d'intervention. Une déclaration qui lui a valu les railleries de certains, les critiques des autres sur les réseaux sociaux, jugeant qu'il ne pouvait en aucun cas s'agir d'excuses pour de quelconques bavures. L'ex-policier ne regrette pas pour autant son opération de

communication. «*Les collègues sont super contents, on a des retours excellents, se félicite-t-il. Pour une fois, on a rappelé que l'uniforme ne changeait rien aux citoyens que nous sommes*». L'affaire est selon lui «*un buzz qui va durer deux jours, et voilà*».

Délégué national de la fédération professionnelle indépendante de police (FPIP) jusqu'en 2022, Cédric Vladimir s'était engagé publiquement pour la première fois en 2018, après le suicide d'un de ses collègues. À la suite de nombreuses critiques publiques envers sa hiérarchie, il avait été convoqué en juillet dernier en conseil de discipline. Il dirige aujourd'hui l'association militante «*Résilience police nationale*», en attendant l'issue d'une procédure en justice pour être réintégré.

À lire aussi

Covid-19 : les médecins en colère après l'annonce de la réintégration des soignants non-vaccinés

Revalorisation, plus d'étudiants concernés... Ce qu'il faut retenir du plan bourse du gouvernement

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

